

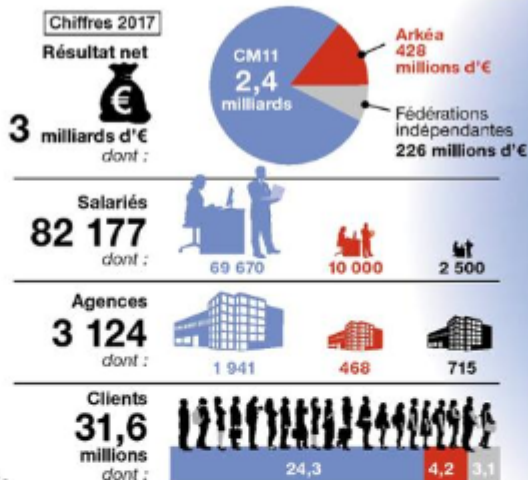
# Crédit Mutuel : une crise bancaire sans précédent

Les Bretons du Crédit Mutuel Arkéa veulent arracher leur indépendance. Salariés et syndicats s'affrontent. Les votes décisifs des caisses locales démarrent aujourd'hui.

## Groupe Crédit Mutuel



Sources : Groupe Crédit Mutuel, Crédit Mutuel Arkéa.



Infographie : Ouest-France.

Le ton monte. Entre dirigeants, on ne se parle plus que par avocats interposés. Du jamais vu dans l'univers feutré des banques mutualistes. Le Crédit Mutuel Arkéa, basé près de Brest, et qui regroupe le Crédit Mutuel de Bretagne ainsi que ceux du Sud-Ouest et du Massif Central, a décidé de réclamer son indépendance. Son conseil d'administration a validé cette option, quitte à perdre la marque Crédit Mutuel. Du jamais vu. À partir d'aujourd'hui, les conseils d'administration des 331 caisses locales concernées doivent se prononcer pour ou contre l'indépendance. Ce vote durera environ un mois.

Jean-Pierre Denis, président d'Arkéa, qui affiche des résultats impressionnants, estime être bridé dans sa croissance. Il dénonce les contrôles exercés par la Caisse centrale (CNCM) sur ses comptes et ses décisions. « La Confédération ne nous a pas aidés dans notre

développement », dit-il. Elle nous a même mis des bâtons dans les roues. » Huit députés finistériens (LREM et Modem) font bloc derrière le président d'Arkéa. Même Richard Ferrand, président du groupe LREM à l'Assemblée, qui avait dit qu'il ne « céderait à aucun lobby bancaire quel qu'il soit ».

Tous ont écrit au Premier ministre pour « défendre les emplois en Bretagne » : « Nous vous demandons d'intervenir pour prévenir et éviter que ce conflit public n'ait de conséquences sociales qui seraient désastreuses pour nos territoires. » Même approche pour onze sénateurs bretons, toutes tendances confondues.

Près de 40 000 personnes ont par ailleurs signé « l'avis de tempête » lancé sur la plateforme [change.org](http://change.org) pour soutenir la direction d'Arkéa. À l'inverse, une contre-pétition (plus de 710 signataires à ce jour) appelle à

se mobiliser pour les valeurs du mutualisme. Parmi les critiques exprimées, la rémunération du président d'Arkéa, près de 1,6 million d'euros en 2016, liée aux très bons résultats.

### 31,6 millions de clients

De leur côté, les autorités bancaires française et européenne ne sont pas favorables à cette scission. La crise financière de 2008 a laissé de mauvais souvenirs. L'heure est plutôt aux consolidations qu'aux scissions dans le secteur bancaire.

Un dossier tout sauf neutre, quand on connaît le poids du Crédit Mutuel dans l'économie : plus de 82 000 salariés en France et un portefeuille de 31,6 millions de clients. C'est aussi la marque qui arrive en tête du palmarès de l'image des banques, selon le baromètre Posternak-Ilop.

Au cœur de cet imbroglio économique et politique, des rivalités d'hommes et de territoires. Le Cré-

dit Mutuel est en effet constitué de groupes indépendants unis par une même marque et des liens de solidarité financière assurés par la Confédération nationale du Crédit Mutuel (CNCM) en cas de crise.

Chaque caisse locale est une banque à part entière, possédée par ses sociétaires et rattachée à une fédération régionale qui peut elle-même passer des alliances. Aucune fédération ne peut ouvrir de caisse locale dans une fédération concurrente. Mais elles peuvent s'opposer pour tout le reste. Et c'est ce qui se passe depuis dix ans. En particulier entre le Crédit Mutuel Arkéa et le CM11 constitué de onze fédérations, dont le puissant Crédit Mutuel Centre Est Europe. Divergences de stratégie, ambitions rivales, la bataille à l'issue incertaine fait rage.

Patrice MOYON.